

McGhee  
207







**LE CRISE PROCHE - ORIENTALE**  
et  
**LA QUESTION**  
des  
**DÉTROITS DE CONSTANTINOPLE.**

---

**AHMED RUSTEM BEY**

Ancien Ambassadeur de Turquie aux Etats-Unis.

**Prix 3 francs.**

**TOUS DROITS RÉSERVÉS.**









# LA CRISE PROCHE - ORIENTALE

## ET

### LA QUESTION DES DÉTROITS DE CONSTANTINOPE

Le principal obstacle à la conclusion de la paix dans le Proche-Orient est la question des Détroits, les points de vue turc et anglais étant pour le moment radicalement opposés l'un à l'autre, en ce qui concerne sa solution. La question de la Thrace et de Galipolli étant étroitement liée, on pourrait dire inextricablement mêlée, à cette question, les deux devront être réglées ensemble. Le succès ou l'insuccès par rapport à l'une signifiera le succès ou l'insuccès par rapport à l'autre.

Dans ce travail nous nous proposons de faire ressortir ce qu'il y a d'extraordinairement arbitraire dans les théories et les arguments mis en avant par le gouvernement britannique pour justifier la ligne de conduite qu'il s'obstine à suivre dans cette affaire et qui en dépit de toutes ses déclarations contraires vise un but nettement impérialiste. C'est de procurer à l'Angleterre le contrôle indirect sur les Détroits, par quoi cette Puissance arriverait à détenir entre les mains la seule clé de la Méditerranée échappée à son étreinte — après Gibraltar, après le canal de Suez . . . . les détroits des Dardanelles et du Bosphore ! — et à devenir la maîtresse de la grand'route maritime menant à l'Asie moyenne et à ses vastes trésors inexploités. De cette façon l'Angleterre aura bouclé la chaîne de positions stratégiques et commerciales dont elle a enserré le globe. En un mot, ce à quoi l'Angleterre aspire par son attitude dans la question des Détroits, c'est de compléter sa domination sur le monde, ambition qu'elle poursuit sans relâche depuis cinquante ans, y mettant plus d'ardeur que jamais surtout depuis la dernière guerre née du choc des courants antagonistes de l'esprit impérialiste auquel l'Europe était en proie et qui devait mettre un terme définitif aux manifestations de cet esprit fatal.

L'internationalisation et la démilitarisation des Détroits et l'installation d'une force interalliée dans la péninsule de Galipolli — quelle contradiction dans les termes — constituent un régime qui, s'il devait devenir permanent, opérerait exclusivement en faveur de l'Angleterre, par la simple raison qu'elle jouit d'une incontestable suprématie navale qui en temps de crise lui per-

mettrait d'affirmer son autorité envers et contre tous dans les eaux de la mer de Marmara et de la mer Noire. »

L'Angleterre se garde bien, naturellement, d'avouer pareille idée. Elle prétend être dirigée par son souci de l'intérêt général autant que du sien propre. Il lui arrive même de dire que, seul, le premier la préoccupe. Mais, si soigneusement qu'elle ait cherché à déguiser ses desseins égoïstes en dressant un plan pour le règlement de la question des Détroits où tous ses alliés, y compris le lointain Japon, doivent en apparence lui être associés sur un plan d'égalité, personne n'est sa dupe. De cruels enseignements ont appris au monde le peu de confiance qu'il faut placer en ses assurances même les plus engageantes, surtout dans celles-ci.

Dans le plan dont il s'agit, la Turquie est évidemment la principale victime puisque, étant la légitime propriétaire de tout le territoire à travers lequel les Détroits passent, elle se trouve dépossédée du droit de les contrôler. Comment l'Angleterre justifie-t-elle cette véritable spoliation ? Jamais théorie plus grotesquement fantaisiste n'a été inventée pour soutenir une ambition plus formidablement égoïste et funeste.

En résumé cette théorie est la suivante : en fermant les Détroits aux Alliés pendant la grande guerre, la Turquie aurait trahi ses devoirs de « gardienne » de cette route, elle aurait été la cause de la prolongation de la lutte de deux ans et des sacrifices et souffrances additionnels subis de ce fait par « l'Europe », cette combinaison de maux qui a frappé « l'Europe » si cruellement exigeant l'adoption de mesures spéciales pour en empêcher le retour à l'avenir. A l'accusation de trahison, vient s'ajouter celle d'ingratitude envers la Grande Bretagne et la France.

La Turquie « gardienne des Détroits », évidemment pour le compte de l'Entente ou plutôt de l'Angleterre, quoique ceci ne soit pas spécifiquement déclaré!!! Sur quoi cette stupéfiante prétention repose-t-elle ? L'Angleterre ne fournit aucune explication à ce sujet, ce qui se comprend, car la doctrine qui la lui a

---

(1) La récente conférence de Paris, réunie après que nous eussions fini cette étude a substitué le contrôle de la Société des nations sur les Détroits, à celui de l'Entente et de ses clients ou amis. Cela ne change rien au principe de la situation que l'Angleterre voudrait créer puisque cette Puissance resterait toujours en posture de dominer les Détroits. Nous n'avons donc rien changé à notre thèse qui vaut autant pour la seconde éventualité que pour la première.

inspirée n'est guère avouable! Nous compléterons plus loin nous-mêmes cette lacune dans l'argumentation anglaise. En attendant, discutons la valeur des accusations dirigées contre la Turquie et des décisions qu'elles prétendent justifier.

En s'engageant dans la grande guerre, la Turquie, n'a fait qu'exercer le droit de tout Etat indépendant de défendre les armes à la main ses intérêts supérieurs, quand ils se trouvent attaqués ou même sérieusement menacés. En se rangeant du côté des Puissances centrales contre l'Entente, son choix lui fut dicté par le fait que pareille menace à ses intérêts - en l'espèce des droits vitaux - s'était nettement affirmée, précisément du côté de cette dernière. En effet, l'Angleterre et la France avaient secrètement promis Constantinople à la Russie comme sa part dans les dépouilles opimes anticipées et cela *avant* l'ouverture des hostilités. La déclaration officielle de M. Tchitchérine à la conférence de Gènes est venue apporter une confirmation décisive de cette circonstance, prouvée. d'autre part, par de nombreux documents diplomatiques et la logique de la situation internationale à la veille de la guerre. Les Puissances occidentales avaient également promis, dans ce cas ouvertement, voire avec ostentation, la plus grande partie de la Anatolie Orientale aux Arméniens, la création d'une Arménie indépendante destinée à englober ce territoire essentiellement turc, figurant parmi les principaux buts de guerre annoncés formellement par l'Entente en relevant le défi allemand. A défaut de la première promesse la seconde constituait une menace suffisante.

La Turquie n'était nullement liée par un traité d'alliance avec les Puissances de l'Entente l'obligeant de prendre leur parti ou d'observer une neutralité bienveillante à leur égard en cas de guerre. Même si pareil traité avait existé, il tombe sous le sens qu'il aurait cessé d'avoir force opérante pour la Turquie en face de l'attitude nettement hostile de la part de l'Entente qu'impliquait son intention de la priver de sa capitale et d'une énorme tranche de son territoire, l'une en faveur de la Russie, l'autre en faveur des Arméniens.

Du point de vue pratique, la source de la validité d'un traité réside dans la capacité d'un pareil instrument de servir les intérêts des parties contractantes et dans son action dans ce sens. Du point de vue moral, elle réside dans la sincérité et l'activité des sentiments d'amitié professés par les signataires les uns pour les autres. Du moment où un traité cesse d'opérer en faveur

d'une des parties et qu'au contraire il revêt le caractère d'un instrument destiné à lui causer un dommage irréparable, il devient un faix intolérable que la partie lésée a le droit de rejeter au plus tôt. La raison d'être, le fondement de tout traité, est l'intérêt des signataires. Ce serait aller à l'encontre du principe même de l'institution des contrats internationaux, ce serait aller à l'encontre de son esprit et de la logique des choses en général, d'exiger que le signataire d'un traité devenu défavorable pour lui, continuât à le respecter, que ce changement soit dû à des causes accidentelles ou à quelque trahison de la part de l'un des autres contractants. La signature ne vaut qu'autant que vaut le traité lui-même, même si celui-ci perd sa valeur par le fait d'un accident. Toute considération doit céder à la considération suprême de la préservation des intérêts supérieurs de l'Etat. *Salus regni prima lex esto.*

A plus forte raison la répudiation d'un traité est-elle justifiable pour l'une des parties contractantes quand, étant un traité comme celui que nous supposons avoir été conclu entre la Turquie, d'une part, et la France et l'Angleterre, d'autre part, les autres signataires décident ouvertement de porter atteinte à certains de ses intérêts vitaux. Quand l'Italie non seulement répudia son traité d'alliance avec l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie, mais se joignit à l'Entente contre elles, elle fut poussé à cela par la considération beaucoup moins impérieuse que ce pacte était une erreur dès le début en ce qui la concernait parcequ'il créait un obstacle à la réalisation de ses revendications irrédentistes. L'Angleterre et la France approuvèrent son action, elles la glorifièrent, elles y applaudirent avec enthousiasme. Il y a là un précédent remarquable qui est à retenir.

Mais, ainsi que nous l'avons déjà constaté, la Turquie ne se trouvait empêchée par aucun engagement contractuel, de faire la guerre aux Puissances occidentales. Elle n'avait qu'à consulter son intérêt en vue de déterminer si elle prendrait cette décision ou non. Son intérêt lui commandait impérieusement de le faire. Elle aurait manqué à son premier devoir envers elle-même en s'en abstenant. C'eût été un acte d'abdication et de lâcheté de sa part.

Oui, une convention existait réglant le régime des Détroits: la convention de Londres de 1871. Mais cette convention avait été conclue entre la Turquie et *toutes* les Grandes Puissances, y compris l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie. Ce qui est encore plus à propos dans cette discussion, c'est que ce pacte, qui était diri-

gée contre le Russie, imposait à la Turquie l'obligation de *ne pas* ouvrir les Détroits aux bâtiments de guerre à quelque Puissances que ce fût, en *temps de paix*, avec cette réserve toutefois, qu'elle restait libre de le faire au cas où elle considérerait sa sécurité menacée, au profit de *telle Puissance* qu'il lui convenait. En *temps de guerre* et à plus forte raison si elle était elle-même Puissance belligérante, la convention lui ~~lais~~*sait pleine et entière liberté d'action.*

Ajoutons que la contre-partie de l'aliénation partielle de ses droits de souveraineté par la Turquie que cet arrangement comportait, était la confirmation de •la part des Puissances des engagements qu'elles avaient pris par le traité de Paris de 1856 de défendre le principe de l'intégrité de l'Empire ottoman. Ce n'est pas une, c'est vingt fois, quelles violèrent ces engagements. Quelles que fussent les stipulations de la convention de Londres, la Turquie s'en trouvait donc juridiquement dégagée.

Ainsi, à supposer même que cette convention fût restée valide, sa survivance ne saurait servir qu'à réfuter spécifiquement, clairement, péremptoirement, la théorie anglaise attribuant à la Turquie le rôle de " gardienne " des Détroits pour compte de l'Angleterre. théorie déjà réfutée par le droit naturel et la doctrine basée sur ce droit que nous avons formulée plus haut.

Quant à l'accusation d'ingratitude, si par là l'Angleterre entend que la Turquie a montré un coupable oubli des services reçus des Puissances occidentales au cours d'une certaine période du siècle passé (1839-1879), la réponse est facile à donner. C'est que, après cette période, la politique de ces Puissances à son égard subit un changement radical et que dans chacune des crises menaçant ses droits territoriaux ou politiques qui éclatèrent dans le Proche-Orient, elles abandonnèrent sa cause en faveur de ses ennemis intérieurs et extérieurs, violant même à leur propre profit le principe de l'intégrité de l'Empire ottoman qu'elles s'étaient engagées à défendre par traité, ainsi que nous venons d'expliquer. A ces manifestations de désertion et de réaction hostile, il y a lieu d'ajouter les innombrables indignités qu'elles lui firent subir et le cruel abus qu'elles firent des capitulations.

Il y a toutefois une différence capitale à faire entre la Grande Bretagne et la France par rapport à cette volte-face commune. Dans le cas de la première, sa nouvelle attitude était inspirée autant par une explosion de haine raciale et de fanatisme religieux, que par des considérations politiques. Dans le cas de la seconde, ses mobiles

étaient puisés exclusivement dans le calcul politique et de fausses notions de prestige. La France continuait à éprouver de la sympathie pour la Turquie et donnait souvent une forme pratique à ce sentiment quand il n'entraît pas en conflit avec les exigences de son nouveau système de politique internationale, dont le principal facteur était son alliance avec la Russie, l'ennemi séculaire de la Turquie.

Le peuple turc, de son côté, animé de sentiments de reconnaissance envers la France et même l'Angleterre, longtemps après qu'elles eussent transféré leur appui à ses ennemis. Mais il y a une limite même à la reconnaissance turque. Pouvait-on s'attendre à ce qu'elle continuât dans ces sentiments après leur conduite dans les crises provoquées par la guerre de Tripolitaine et la guerre des Balkans ? En tout cas, il semblerait qu'un ancien bienfaiteur qui se trouve engagé dans une lutte dont un des buts est de vous couper la tête et les membres, se trouve en mauvaise posture pour vous demander de ne pas vous joindre à ses adversaires, parceque dans le temps il vous a rendu des services.

Nous arrivons au troisième point de la thèse britannique : la plainte qu'en fermant les Détroits aux Alliés pendant la guerre, la Turquie est devenue responsable de sa prolongation et des sacrifices additionnels que cette mesure lui coûta.

Le droit de la Turquie de faire la guerre à l'Entente étant admis, son droit de la poursuivre avec tous les moyens en son pouvoir en vue de contribuer à la victoire de son groupe, quel qu'en dût être le coût pour l'Entente, doit être admis aussi. On ne fait pas la guerre avec l'arrière-pensée d'épargner son ennemi. La responsabilité pour les conséquences d'une guerre retombe sur ceux qui ont provoqué cette guerre. La Turquie n'avait certainement rien à voir avec l'explosion des hostilités en 1914. Quel qu'en soit l'auteur-question à régler entre l'Entente et les Puissances centrales - ce n'est certainement pas la Turquie.

Nous croyons avoir prouvé surabondamment que toute la théorie anglaise est absurde, à quelque point de vue qu'on l'examine, qui prétend substituer un contrôle international - euphémisme trompeur employé pour désigner la Grande Bretagne - dans les Détroits, à celle de la Turquie, légitime souveraine de la région territoriale qu'ils traversent.

Ce n'est pas une des moindres tristesses de l'époque où nous vivons que des conceptions aussi manifestement fantastiques et néfastes ne trouvent pas de contradicteurs francs et décidés en dehors de la Turquie. Le fait est que rares sont les gens, mêmes

dans les cercles les plus indépendants de l'Occident, qui ont le courage de tenir tête à l'Angleterre, du moins publiquement.

Ajoutons que, dans le cas présent, la répugnance du public occidental à protester contre l'énormité de la thèse anglaise, provient encore et surtout de l'habitude que son esprit a contractée de considérer l'Orient comme privé en principe de tous droits nationaux et comme destiné à n'en jouir dans la pratique que dans la mesure où cela convient aux Puissances de souche indo-européenne - souche d'essence divine, prédestinée à exercer sa domination sur les autres dans les formes qu'il lui plaît d'adopter !

Toutefois, il y a de nouveau, une distinction à faire ici entre l'Angleterre et ses alliées. L'Italie et la France, si tant est qu'elles aient jamais, en cette notion dans toute sa crudité à l'égard de la Turquie, s'en sont défaites, en partie par un retour aux sentiments de justice et de respect pour une nation historique et au grand passé, en partie par un sentiment d'admiration et de sympathie pour son héroïque défense de ses droits.

L'appui accordé par l'Italie à la cause nationaliste turque s'inspire encore, du moins nous croyons pouvoir l'affirmer, du souvenir de ses propres souffrances et humiliations lorsque, il y a à peine soixante et dix ans, elle se trouvait soumise au joug de l'Autriche, et de la lutte qu'elle engagea pour échapper à cette douloureuse situation. Sa sympathie est celle d'un ancien camarade d'infortune.

L'attitude amicale de la France, succédant à celle qu'elle avait adoptée en premier lieu, s'explique, elle aussi, par des sentiments élevés. En voyant la Turquie se défendre avec tant d'indomptable résolution et d'esprit de sacrifice et en accomplissant de tels prodiges d'improvisation, en face de difficultés en apparence insurmontables, elle arriva à se dire qu'elle se faisait injure à elle-même en la combattant. Toujours prête à apprécier chez les autres les manifestations d'héroïsme, celles dont la Turquie donnait le spectacle lui rappelant vivement ses propres exploits dans sa grande période révolutionnaire, la France ne sut résister à l'impulsion de tendre la main à la nation soeur, soeur en héroïsme.

L'Angleterre, seule, resta insensible à la grandeur de la réaction turque. Elle continua à se laisser dominer par le préjugé, la haine et l'ambition. Quel contraste entre son caractère et celui des deux nations latines !

A ceux qui voudraient prétendre que la France et l'Italie ne se sont pas complètement séparées de l'Angleterre dans la question des Détroits, nous répondrons que dans ce cas les apparences sont plutôt trompeuses.

\* \* \*

Quel est le but de l'Angleterre en poursuivant la politique que nous avons dénoncée comme suprêmement égoïste et arbitraire, c'est ce que nous avons déjà expliqué. Quelle est la doctrine par laquelle elle cherche à justifier à ses propres yeux ce but, c'est ce que nous allons entreprendre d'expliquer.

L'Angleterre ne manque pas de conscience. Elle sait distinguer le bien du mal - et surtout le bon du mauvais. Elle est même terriblement préoccupée de paraître *righteous* à soi-même dans toutes ses actions. Elle doit en particulier pouvoir justifier sa conduite en se référant à tel ou tel verset de la Bible, cette Bible qu'elle tient toujours de la main gauche cependant qu'elle brandit le glaive ou l'aune de la droite. Le malheur est qu'elle s'est soigneusement dressée à imposer silence à sa conscience en la trompant. C'est une conscience réglée d'une façon toute particulière en raison du fait qu'elle s'est hypnotisée à croire qu'elle a succédé Israel dans les grâces du Seigneur. Il lui arrive même de se considérer comme la descendante du Peuple Elu, prétendant dans certains de ses moments extra mystiques que la tribu égarée de Juda, c'est elle, sous forme d'édition agrandie, revue, et corrigée, théorie qu'elle soutient en se basant sur une interprétation plutôt mystérieuse de l'histoire de la migration des peuples. Elle consulte donc la Bible avec ferveur. Mais c'est toujours l'Ancien Testament, comme du reste il convient à la descendante du Peuple Elu, ce terrible Ancien Testament qui permet tout à ce peuple et lance des éclairs de rage contre ceux qui lui barrent le chemin. Donc, faut-il que l'Angleterre frappe l'Ismaélite, en l'espèce, le Turc !

La doctrine que l'Angleterre a élaborée avec le concours de l'Ancien Testament d'un côté, et de son abondante imagination de l'autre, est que les *droits* des autres cessent d'exister, même si ce sont des droits vitaux, quand ils entrent en conflit avec ses *intérêts*, celui de ses intérêts qui prime tous les autres étant son expansion commerciale et politique. Du reste, les peuples qu'elle a conquis ne s'en trouvent-ils pas mille fois mieux, tel le peuple



hindou, dont le revenu moyen par individu est de un shilling par semaine ? Ainsi donc, tout en faisant son propre profit en s'installant dans les territoires des autres, elle fait le bonheur de ceux-ci. C'est même la vraie mission qu'elle tient d'en haut : faire le bonheur des autres, même malgré eux. Quelques fois, comme en Egypte, comme aux Indes, cela devient l'occasion de sacrifices sublimes.

C'est en se référant à cette ineffable doctrine que l'Angleterre s'est prouvée péremptoirement à elle-même que la Turquie a commis un crime en défendant son intégrité contre elle dans la grande guerre et que c'est son devoir à elle, Angleterre, de créer une situation dans les Détroits qui lui permette de paralyser toute action défensive de la Turquie à l'avenir et de lui épargner ainsi la possibilité de répéter son forfait.

Point n'est besoin de sourire. Nous n'exagérons aucunement. L'Angleterre qui d'un côté prétend avoir accordé son indépendance à l'Egypte, n'admet-elle pas, de l'autre, qu'elle conserve sa prise sur la vallée du Nil parce que c'est dans l'*intérêt* de sa domination aux Indes ? Ne dit-elle pas ouvertement qu'elle ne peut donner sa pleine indépendance à l'Irlande parce que c'est contraire à son *intérêt* impérial ?

En dernière analyse, la conception que l'Angleterre se fait de son statut international, c'est qu'aucune loi d'humanité ni aucun principe de droit ne doit se mettre en travers de son intérêt, quelque arbitraire qu'il puisse être. La loi suprême, le principe suprême du monde, est précisément son intérêt, dont la satisfaction, aux dépens des autres devient ainsi un « droit incontestable ». Dans la pratique, une des manifestations de cette conception est qu'un acte arbitraire de sa part devient la justification d'un autre ou d'une série d'autres, comme dans le cas de l'Egypte qu'elle occupa par violence et fraude pour soutenir sa domination aux Indes, dont elle s'est également emparée par la violence et la fraude.

Il est superflu d'ajouter que la France, quelles qu'aient été les exagérations de son attitude dans le premier débordement d'orgueil et de joie provoqué chez elle par son triomphe dans la guerre, ne tarda pas à retrouver son équilibre. C'étaient en somme des défaillances momentanées, très naturelles en l'espèce. Très certainement elle ne partage pas pour son compte la thèse britannique concernant les Détroits et encore moins la doctrine qui lui sert de base. L'Italie, soit dit en son honneur, fut la première à se dégager de la griserie générale régnant chez les vainqueurs et à revenir aux voies de la justice et de la modération vis-à-vis de la Turquie.

Il est tout-à-fait remarquable que la Grande Bretagne ne se soit pas placée exclusivement sur le terrain relativement solide que lui offrait l'argument que l'établissement de la liberté de navigation par cette route maritime, représente un réel et important intérêt mondial et qu'elle ait introduit dans sa dialectique des considérations et des prétentions que la Turquie pouvait combattre avec la plus grande aise et dont l'absurdité et le féroce égoïsme devaient avec le temps sauter aux yeux du public. Cela donne la mesure de la conception extravagante qu'elle se fait de sa puissance du fait du succès ininterrompu de sa carrière de conquête et d'expansion industrielle et commerciale, mentalité perverse que l'écrasement de l'Allemagne et l'écroulement de la Russie dans la grande guerre - ces deux Puissances ayant été ses principales rivales - devaient confirmer et aggraver. Souffrant d'un orgueil hypertrophié, elle est incapable de méditer sur la fragilité des Empires, même les plus solidement établis en apparence. Elle refuse de comprendre que la modestie et la modération dans le succès sont les meilleurs moyens de désarmer l'envie et le désappointement chez les autres et de prévenir la formation de coalitions hostiles. Elle ne se rend pas compte de l'audace qu'il y a à abuser de la puissance que la Fortune a placée entre ses mains, ceci étant un défi lancé à la Déesse qui le lui fera payer chèrement et bien plus tôt qu'on ne pense.

Quequ'il en soit. L'Angleterre ne se serait pas attirée le reproche d'impérialisme monté au paroxysme et de divagation dans la question proche-orientale, si, au lieu de mettre en avant des prétentions et des théories fantastiques par rapport à l'affaire des Détroits, elle s'était retranchée derrière la thèse de l'intérêt commercial du monde. Hâtons nous d'ajouter toutefois - nous appuyons tout particulièrement sur ce point - que même en s'armant de cette thèse, elle n'aurait pu rendre sa formule pour le règlement de la question qui nous occupe, plus soutenable au point de vue juridique et moral ou plutôt au point de vue de l'intérêt de l'humanité.

L'établissement de la liberté permanente des Détroits est sans doute désirable pour l'opération et le développement du commerce mondiale. Mais cette question en soulève une autre et bien plus importante, à savoir, celle du respect dû à la souveraineté des Etats, condition essentielle pour le maintien de la paix mondiale.

Tout règlement de la question des Détroits en vue de proté-

ger le commerce, qui ne tiendrait pas compte des droits souverains de la Turquie, serait un arrangement favorisant un intérêt de l'humanité aux dépens d'un autre, infiniment plus important. Adopter un pareil règlement serait un contresens, une absurdité criante.

L'internationalisation et la démilitarisation des Détroits et l'installation d'une force interalliée sur la rive septentrionale de l'un d'eux, les Dardanelles, supprimerait en partie la liberté gouvernementale de la Turquie dans une section de son territoire et y planterait une autorité militaire étrangère. Si ce régime devait être définitivement adopté, cela constituerait une violation scandaleuse des droits souverains de la Turquie. Dans la pratique il aurait pour effet de la priver de la faculté de maintenir les approches de sa capitale en état de défense et d'exposer celle-ci à la constante menace d'invasion. Serait-ce par hasard une promesse donnée par la « perfide Albion » qu'elle n'abuserait pas dans ce sens de la situation privilégiée qu'elle jouirait en vertu de sa suprématie navale sous le régime qu'elle propose, ou bien serait-ce une assurance fournie par la Société des Nations qu'elle opposerait pareille action anglaise, qui pourrait rassurer la Turquie ?

Pour se rendre compte de l'énormité du plan proposé pour le règlement de la question dont il s'agit, on n'a qu'à se figurer que Washington ou New-York se trouve situé sur les bords du lac Gatun qui est placé sur le parcours du canal de Panama et que les Puissances s'étaient entendues pour imposer à cette grand'route maritime le régime dont l'Angleterre exige l'application aux Détroits. Les deux cas sont absolument pareils tant au point de vue géographique qu'au point de vue politique.

Les conséquences de l'adoption de ce régime pour les Détroits seraient fatales. En premier lieu, et se plaçant à un point de vue général, l'atteinte portée au principe de la souveraineté des Etats, créerait un nouveau précédent de mépris pour le droit et la justice dans les relations internationales qui ajouterait énormément à l'instabilité politique qui règne dans le monde et l'empêche de se remettre sérieusement au travail. En second lieu, et en se plaçant à un point de vue plus local, cette décision, si les Puissances parvenait à l'appliquer, provoquerait tôt ou tard une furieuse réaction de la part de la Turquie, en prévision de laquelle ces mêmes Puissances seraient constamment occupées à contrecarrer le développement de ce pays, au progrès du quel

elles professent pourtant de s'intéresser si vivement. Qu'on se rapporte au cas de l'Allemagne se rébiffant et se montrant de plus en plus récalcitrante sous le poids du traité de Versailles cependant que les Puissances victoriennes éprouvent de plus en plus d'inquiétude et de perplexité du fait de cet état de choses.

La Russie prendrait très-certainement part à cette réaction de la Turquie. L'établissement d'un contrôle interallié (1), c'est-à-dire anglais, sur les Détroits, serait une menace presque aussi mortelle pour sa sécurité que pour la Turquie. Que dire de la Roumanie ? Que dire de la Bulgarie ? Les équations politiques sont des quantités instables. Aujourd'hui la Roumanie est la cliente de l'Entente. Ses relations avec ce groupe ne pourraient-elles prendre demain un caractère réciproquement hostile ? Que disons-nous ? Quelle garantie y a-t-il que ce groupe lui-même ne se disloquera pas dans un proche avenir et que ses membres n'en viendront pas aux mains, une des causes de cette modification dans leurs relations pouvant être précisément le régime appliqué aux Détroits qui attribue une situation si nettement prépondérante à l'Angleterre au point de vue militaire ? Dans ce cas la région maritime et territoriale de Constantinople serait transformée en un nouveau théâtre d'hostilités entre elles.

La guerre, la guerre et encore la guerre, guerre locale ou guerre générale. bloquant les Détroits l'une et l'autre, ce qui équivaudrait à leur fermeture : voilà ce que réserve au commerce du monde le règlement de la question des Détroits selon la formule anglaise qui prétend être le moyen de protéger cet intérêt général contre les effets de la clôture des Détroits par le fait d'une guerre turque. Pouvait-on concevoir un plan plus soigneusement conçu pour aller à l'encontre de son but ?

La Turquie doit-elle donc conserver pleine et entière autorité sur les Détroits avec liberté de les fermer en cas de guerre, guerre turque ? Très-certainement oui. Nous avons démontré que ce serait une moindre menace pour le commerce mondiale que celle que créerait l'établissement d'un contrôle étranger sur ce passage maritime. Si les moyens existent d'assurer la sécurité de la capitale sans recourir ce à moyen extrême, tant mieux, mais il s'agit de les trouver.

Oui, la question des Détroits est une question mondiale, pas plus pourtant que celle à laquelle pourrait donner lieu un jour le

---

(1) Nous avons déjà expliqué que le contrôle de la Société des Nations aurait le même effet

canal de Panama. Mais avant d'être une question mondiale, c'est une question turque, russe, roumaine, bulgare, parceque à un titre beaucoup plus direct et étendu. La sécurité des Etats riverains de la mer Noire, leurs intérêts politiques et commerciaux, rendent cette question infiniment plus importante au point de vue du rôle joué par les Détroits comme entrées et sorties de la mer en question, qu'au point de vue de leur rôle comme grand'route internationale.

La question se pose ainsi: y a-t-il pareille chose que ce que nous appellerons la préséance géographique dans le règlement de situations politiques ou économiques d'importance générale? On ne saurait nier que cette préséance existe d'un façon patente. Il s'ensuit que les Etats de la mer Noire ont le pas sur les autres pays en ce qui concerne le règlement de la question des Détroits. Ils pourraient même revendiquer de ce chef un droit exclusif. Toute rivière, tout détroit, tout canal de caractère international même limité, intéresse le commerce mondial. Cela a-t-il donné lieu à une règle de droit international prescrivant leur internationalisation et démilitarisation? Non. Et si les Détroits de Constantinople devaient subir ce sort pourquoi pas en même temps le Rhin, pourquoi pas le canal de Panama, pourquoi pas les détroits de la Sonde?

Sans doute le canal de Suez a été neutralisé - autre forme d'internationalisation, celle-ci négative. Mais il y avait là un acte arbitraire commis aux dépens de la Turquie, alors trop faible pour s'y opposer. D'autre part, dans la pratique, le canal de Suez est tombé sous les griffes de l'Angleterre. Quelle meilleure confirmation du sort que nous prédisons aux Détroits de Constantinople s'ils sont internationalisés et démilitarisés?

Sans doute aussi, les bouches du Danube ont été internationalisées. Mais c'est de nouveau parcequ'on avait affaire à un pays faible. Les Détroits de Constantinople venant à être internationalisés, les bouches du Danube tomberaient comme eux sous la domination indirecte de l'Angleterre.

Pour ce qui est des autres détroits de caractère international limité, le détroit d'Aden, les détroits de Malacca, etc., l'Angleterre s'y est installée en maîtresse directe et exclusive.

Le détroit de Gibraltar, le seul passage maritime qui, étant propriété mondiale dans le véritable sens du mot, à raison de sa largeur et du caractère des eaux qu'il relie, pouvait et devait être internationalisé, est commandé par les canons anglais - pas par

les canons maures ou espagnols, ce qui s'expliquerait à la rigueur, mais par les canons de Sa Majesté britannique !

Voilà comment l'Angleterre, se référant à la coquette doctrine que nous avons exposée plus haut, entend la liberté de navigation de par le monde. Et le monde qui n'ose pas protester, qui au contraire soutient sa nouvelle prétention en ce qui concerne les Détroits de Constantinople ! C'est à pleurer d'écœurement.

En résumé, ou tous les détroits et canaux internationaux doivent être internationalisés au profit *égal* de tout le monde et alors pourquoi les détroits de Gibraltar et d'Aden et le canal de Suez sont-ils entre les mains de l'Angleterre et pourquoi les détroits de la Sonde et le canal de Panama ne sont-ils pas internationalisés ? Ou bien ils ne doivent pas l'être, et alors pourquoi vouloir internationaliser les Détroits de Constantinople, ce qui du reste ne saurait se faire qu'à l'avantage écrasant de l'Angleterre ?

Concluons. Le droit de régler la question des Détroits de Constantinople appartient, avec une condition préférentielle en faveur de la Turquie, aux pays riverains de la mer Noire. La Turquie a annoncé son intention de la discuter avec eux. Elle a même conclu une convention préliminaire avec la Russie à ce sujet. Quelle que soit la solution adoptée par ces pays, les autres devront s'y rallier. Ceci n'empêchera pas la Turquie de fournir toutes facilités pour la libre navigation *commerciale* à travers les Détroits, intérêt mondial sans doute considérable, mais dont l'Angleterre a exagéré l'importance à dessein. La Turquie consentira même à l'institution d'une commission internationale chargée d'élaborer un plan réglant ce genre de navigation et de faire fonctionner ce plan. Quant à la libre entrée et sortie pour les navires de *guerre*, quel intérêt mondial cela pourrait-il bien représenter ?

Mais si l'Angleterre persiste à imposer de force à la Turquie un arrangement quelconque menaçant à n'importe quel degré la sécurité de sa capitale, la Turquie s'y opposera, au besoin elle aussi, par la force des armes. En un mot la Turquie est tout-à-fait prête à accepter toute combinaison qui favorisera la navigation commerciale par les Détroits, mais de consentir à l'établissement d'un contrôle étranger qui sous prétexte de garantir la liberté des Détroits permettrait à l'Angleterre d'occuper sa capitale quand cela lui plairait — cela jamais. Liberté des Détroits signifie, ici liberté pour l'Angleterre de dominer la Turquie et en dernière analyse le monde entier. L'Angleterre proteste solennellement de la pureté

de ses intentions. Elle ose encore faire des promesses .... elle, qui n'a jamais pris un engagement que pour le violer, comme cela lui est arrivé vingt fois depuis la guerre. Si le but de l'Angleterre n'éclatait pas même aux yeux les plus prévenus en sa faveur, le seul fait qu'elle est prête ou plutôt qu'elle se dit prête à risquer la guerre toute seule dans une affaire où elle prétend ne pas aspirer à d'autres avantages que le reste du monde, suffirait à le dénoncer. Car enfin, se soumettre aux terribles sacrifices d'une nouvelle guerre immédiatement après la dernière, dont elle se proclame si terriblement atteinte, pour défendre *seule* une cause *commune* dont elle n'attendrait pas des profits spéciaux d'une nature transcendante, révélerait chez elle un esprit de dévouement à la chose publique qui ne pourrait éclore que dans une âme surhumainement altruiste. Est-ce sous le gilet rembourré, aux poches bien garnies, de l'être ventripotent connu sous le nom de John Bull, «*dei marchesi d'Israel*», comme il met sur ses cartes, que cette âme fleurirait ? Assez de cette sinistre plaisanterie.

Le but de l'Angleterre vise si clairement à la domination mondiale par l'établissement de sa domination sur les Détroits, qu'il est absolument inadmissible qu'au moment vraiment critique, la France et l'Italie ne se retourneront pas contre elle, prenant place aux côtés de la Turquie. L'Angleterre le sait. Donc il y a très gros à parier qu'elle bluffe - pour la centième et, dans ce cas, dernière fois. Ce sera l'isolement en attendant le boycottage universel, la mise à l'index que lui attireront sûrement les débordements constants de son féroce et malfaisant égoïsme.

Pour le reste, la Turquie n'a eu recours aux armes jusqu'ici que quand elle y a été obligée par quelque agression, comme dans le cas de sa guerre avec la Grèce que l'Angleterre lui a si indignement imposée, ou quand elle avait à se garantir contre les effets d'une menace à ses droits vitaux, comme dans le cas de la grande guerre. Le monde peut être sûr qu'à l'avenir également elle ne s'embarquera dans une entreprise militaire que dans une juste cause nationale. Sa parole à elle compte.

\* \* \*

Il nous reste un dernier point à traiter. Il est d'une importance capitale, car il se rapporte à la question de savoir s'il sera permis à l'Angleterre, en persistant dans son attitude intransigeante, de provoquer une nouvelle conflagration mondiale.

M. Lloyd George et ses acolythes de la bande fanatiquement et aveuglément anti-turque, dont il est le chef ou l'esclave, on ne saurait préciser, ont évoqué un tableau tragique des conséquences que, d'après eux, produirait à travers le monde, la soumission de l'Entente au gouvernement d'Angora dans la question des Détroits et de la Thrace :

Les communautés musulmanes dans les possessions des Puissances européennes, voire tout l'Orient subjugué, enivrés, par un pareil triomphe de l'Etat-champion de l'Islam qui symbolise également la cause de l'émancipation indigène en Asie et en Afrique, donneraient libre cours à l'esprit de révolte qui fermente en eux. Ils mettraient en avant des prétentions extravagantes - quelle différence entre les qualificatifs donnés aux aspirations nationales selon qu'elles sont orientales ou occidentales - pour la réalisation desquelles ils auraient recours à la rébellion, au massacre, au pillage, à la dévastation (c'est à-dire à toutes les méthodes employées par les chrétiens de Turquie et en ce moment-ci par l'armée grecque en Anatolie avec l'encouragement de l'Angleterre). La domination de l'Occident sur l'Orient aura à traverser la crise la plus sévère à laquelle elle a eu à faire face jusqu'à présent et pourra y sombrer. La paix du monde, son progrès, la civilisation elle-même se trouveront dans la balance. Tous ces phénomènes sinistres se dérouleront, dans toute leur effroyable signification, aux yeux des hommes d'Etat français et italiens frappés d'horreur et de remord, mais trop tard, trop tard . . . . . Terrible et inexpiable sera la responsabilité de ces hommes d'Etat de n'avoir pas écouté les avis et les avertissements du gouvernement britannique, ce gouvernement si lucide, si prévoyant, si sage, dont le chef réunit toutes ces qualités à un degré superlatif . . . . .

Ainsi mis sur la selette, les hommes d'Etat français et italiens pourraient faire une réplique terrible à cette tirade dont le ton est plutôt celui d'une philippique. Peut-être l'ont-ils fait déjà en particulier. Le Comte Sforza aurait dit des vérités plutôt sévères au Marquis Curzon à la conférence de Paris. Nous répondrons pour eux publiquement s'ils veulent bien nous le permettre. Nous aurons toutefois à leur adresser nous-mêmes quelques critiques. Elles ne devront pas être prises en mauvaise part. Ce que nous voulons, c'est de faire ressortir la vérité, l'entière vérité — seule chose qui pourra sauver l'humanité dans la terrible crise qu'elle traverse — en ce qui concerne les causes



de l'intolérable situation qui règne dans le monde aujourd'hui. Ce à quoi nous visons c'est de faire ressortir la vérité, toute la vérité - seul moyen de sauver l'humanité de la terrible détresse où elle se débat - concernant les causes de cette situation. La France et l'Italie, déjà revenues d'elles-mêmes à résipiscence, noblement, simplement, devraient nous savoir gré de préciser dans un esprit d'amitié et de sincérité, leur part de responsabilité dans la création des maux d'après - guerre. Pour le reste, c'est en citoyen du monde que nous parlons autant qu'en citoyen ottoman.

La source du trouble et de l'effervescence en Orient est l'impérialisme, cette fatale doctrine dont l'Angleterre est encore aujourd'hui l'intransigeante et inflexible représentante. Tôt ou tard son iniquité intrinsèque et les abominables abus auxquels elle donne lieu dans la pratique, devaient provoquer une formidable réaction. En Occident cette réaction a abouti à la grande guerre qui a fait de l'Europe un monceau de ruines. En Orient, elle a éclaté partout plus ou moins violemment, revêtant son caractère le plus violent et le plus décidé en Turquie. A la responsabilité qui incombe à l'impérialisme du fait de la grande guerre, s'ajoute celle qui se rattache à la guerre dans le Proche-Orient, guerre encore plus terrible, dans sa forme et ses effets, que la première.

La réaction contre les situations créées par l'impérialisme en Orient s'est affirmée pour durer et croître, d'abord et surtout, parceque l'impérialisme ne veut pas désarmer. C'est la manifestation d'une loi naturelle qui, comme toute loi de cette catégorie, suivra son cours prescrit, atteignant son but tôt ou tard et d'une façon ou d'une autre. Il n'y a pas d'illusions à se faire là-dessus.

Enivrées par leur triomphe dans la grande guerre, aveuglées par l'orgueil, dédaignant la terrible leçon fournie par cette même guerre, les Puissances de l'Entente - nous regrettons de ne pouvoir faire encore une distinction dans cette phase initiale de la situation d'après - guerre entre la Grande Bretagne, d'une part, et la France et l'Italie, d'autre part - au lieu de clôturer leur carrière d'expansion territoriale et de s'attacher à la liquidation graduelle de leurs situations impériales respectives, ce que la raison, la justice et l'intérêt leur commandaient de faire - les Puissances de l'Entente, disons nous, - se laissant emportées par une vague d'impérialisme renforcé, s'engagèrent dans une nouvelle politique d'agrandissement. Pratiquant la dissimulation cette fois sous une forme qui était également nouvelle, elles cherchèrent à satisfaire leurs ambitions sous le déguisement - déguisement transparent - du sys-

tème mandataire dont l'invention revient à l'Angleterre, comme il est superflu d'expliquer. Ces ambitions, elles les réalisèrent en s'emparant de certains territoires de leurs adversaires dans la guerre, territoires dont plusieurs appartenaient à leurs clients et auxiliaires dans la lutte, ceux-ci devenant ainsi leurs sujets quoiqu'elles se fussent spécialement engagées à les établir comme nations libres et indépendantes.

Toutes ces déviations, sous l'influence de l'impérialisme exacerbé, des voies de la justice, de la loyauté et de l'honneur, eurent lieu en Orient aux dépens des Turcs, peuple momentanément déchû, mais peuple historique, peuple au grand passé, possédant de hautes traditions, de nobles qualités, d'incomparables vertus militaires et professant une religion auguste dont les idéaux fiers et élevés leur ont toujours servi de source d'inspiration héroïque: peuple renfermant, en plus, dans son sein tous les éléments nécessaires à sa régénération et capable de l'accomplir pour peu qu'on le laissât vivre en paix et qu'on lui permit de respirer.

S'attaquer aux droits d'un pareil peuple, était un crime. C'était en même temps une aberration d'esprit. On s'en aperçoit bien aujourd'hui.

Jusqu'ici et dans la mesure dont il s'agit, la France et l'Italie doivent être considérées comme collectivement responsable avec l'Angleterre de la situation existant dans le Proche-Orient et de ses répercussions. Mais, ainsi que nous l'avons déjà exposé au cours de ce travail l'Italie, à peine l'armistice signé, revenant sur la politique proche-orientale de son groupe, telle qu'elle avait été fixée par les accords dits secrets de 1916 et 1917, renonça à tout agrandissement territorial aux dépens de la Turquie et se contenta de réclamer des privilèges économiques. Elle fit mieux que cela. Elle soutint la cause nationaliste sans défaillance (sauf pendant une courte période sous le premier Cabinet Bonomi) dans les conseils de l'Entente, y mettant une grande chaleur, surtout dans la crise actuelle. Le comte Sforza, dont l'amitié personnelle pour la Turquie joua un rôle considérable dans la détermination de ce changement, et M. Nitti, sont les seuls hommes d'Etat européens qui virent clair dans le problème proche-orientale dès le début et cherchèrent à le placer sur les bases de la justice et du droit. Ils se dégageaient comme des phares de la confusion et des ténèbres environnantes. Des amis *agissants*, de moindre marque, la Turquie en compte des milliers dans la Péninsule. A la tête des plus ardents nous plaçons sans hésitation le com-

mandeur Vinzenzo Fago qui, d'autre part, est certainement l'homme d'Italie qui a le mieux compris et le plus tôt le mouvement nationaliste.

Ajoutons que la conduite des autorités italiennes en Turquie envers la Porte et celle des contingents armés que la Consulta y entretenaient, fut en tout point exemplaire, admirable.

Il n'est que juste d'enregistrer publiquement cette attitude dont la Turquie est reconnaissante à la Péninsule réservant une place spéciale dans son coeur au Comte Sforza qui s'est surpassé, sous l'influence de sa turcophilie et de son esprit de justice, dans sa défense de la cause nationaliste contre lord Curzon, au cours de la récente conférence tenue à Paris. Aidé par son jugement net et sain et son vigoureux talent, il finit enfin par forcer le noble lord, qui porte en lui tous les préjugés et tout l'orgueil de la nation britannique, à une retraite qui implique la complète capitulation de l'Angleterre à une date qui n'est pas lointaine. Après la victoire des armes turques, le Comte Sforza aura été le principal facteur personnel dans la conclusion de la paix qu'on peut déjà entrevoir. Précisons en disant que la victoire remportée sur l'Angleterre à la Conférence de Paris est plus apparente que réelle puisque le contrôle de la Société des Nations sur les Détroits, accompagné de démilitarisation, laisserait toujours cette Puissance en posture de les dominer. Croire que Moustapha Kémal Pacha se laissera duper par ce qui n'est qu'une nouvelle étiquette pour la même drogue mortelle, c'est ne pas connaître l'homme. Mais l'Angleterre cédera.

Nous ne doutons pas que la France et l'Italie, devant ce nouveau refus de la Turquie, se rangeront du côté de celle-ci. C'est leur intérêt évident, majeur, de ne pas permettre à l'Angleterre de devenir la maîtresse des Détroits.

La France, de son côté, quoique sa conversion s'opérât plus tard, se rallia en toute sincérité et avec passion, pourrait-on dire, à la cause turque. Elle conclut un accord séparé avec Angora par lequel elle restitua Adana à son propriétaire légitime. Ses sympathies s'accrurent de jour en jour et, avec elles, ses efforts en vue de la conclusion d'une paix sauvegardant tous les droits de la Turquie. Enfin, dans la présente crise, elle tint résolument tête à l'Angleterre la main dans la main avec l'Italie.

Ce qui rend sa nouvelle attitude particulièrement agréable à la Turquie et lui donne en général un caractère impressionnant, c'est qu'elle est inspirée autant par une chevaleresque appréciation

de l'héroïsme montré par la Turquie, que par un retour aux sentiments du droit et de la justice. Que si quelque calcul personnel s'est mêlé à ces sentiments élevés, certes cela n'enlève rien à son mérite.

La Turquie lui est également reconnaissante, reportant ce sentiment surtout sur M. Briand qui fut le premier des hommes d'Etat français qui reconnut l'erreur initiale de la politique de son pays et sur le groupe de turcophiles français qui lui firent ouvrir les yeux à cette erreur, les Berthe Gaulis, les Franklin-Bouillon, les Jean Herbette, les Gaston Gaillard et tant d'autres encore, dont il serait trop long d'énumérer les noms.

Mais la France de son côté doit de la reconnaissance à la Turquie. Elle lui en doit même beaucoup. Ne sont-ce pas les victoires turques qui ont permis à la République d'échapper à la terrible pression exercée sur elle par l'Angleterre dans la question allemande ? On peut en dire autant de l'Italie.

Seule, l'Angleterre de toutes les Puissances de l'Entente refusa de faire amende honorable. Elle persista dans son premier plan d'écraser la Turquie, comme dans celui qui lui succéda et qui consistait à la faire saigner à blanc. Le traité de Sèvres est son oeuvre. La guerre turco-grecque également. La responsabilité de la France et de l'Italie dans ces abominations est purement technique. Elles leur donnèrent leur consentement sous la pression de l'Angleterre qui, jusqu'à ces derniers jours, se livrait à un véritable jeu de chantage à l'égard de ses Alliées. Celles-ci rachetèrent cette défaillance par leur action en particulier.

On ne saurait trop insister sur ce point : *la Grande Bretagne est responsable dans une mesure écrasante de l'état de guerre créé dans le Proche-Orient et de sa continuation.* Sans se plus soucier des nouvelles effusions de sang, des nouvelles dévastations et de la nouvelle désolation causées par la guerre d'Anatolie, que du martyre de la population musulmane et de l'exaspération croissante produite dans le monde de l'Islam par le traitement inique qu'elle faisait subir à la Turquie, l'Angleterre persévérait obstinément, implacablement, dans son plan de retarder la conclusion de la paix. Pourquoi ? Parcequ'elle nourrissait l'espoir d'atteindre le but que se proposait le traité de Sèvres, universellement reconnu aussi impraticable qu'il était inique, par la prolongation indéfini de l'état de guerre. Oui, il s'agissait pour l'Angleterre d'amener la ruine économique et ethnique de la Turquie, sans possibilité pour elle de se relever, par la dévastation systématique

de son territoire, l'armée grecque lui servant d'instrument docile et dans ce cas intéressé, et par l'épuisement de la race turque, grâce aux hostilités, à la maladie, aux privations et au massacre, cette dernière opération se trouvant encore à la charge des Grecs qui, comme pour la première, s'en faisaient un devoir « sacré » autant pour leur propre compte que pour celui de leur patronne.

M. Lloyd George, le descendant politique de Gladstone, agissait sous l'inspiration du « Grand Old Man », - oh, combien en la circonstance ! - qui, au cours d'une de ses sorties habituelles contre la Turquie et l'Islamisme, ne craignit pas de se couvrir d'un immortel déshonneur en lançant, de la tribune parlementaire son cri fameux et infâme : « tant qu'un seul adhérent de ce livre maudit - le Saint Coran - restera vivant, l'Europe ne connaîtra pas la paix. »

M. Lloyd George, tout en suivant ce plan assassin, ne cessait de se proclamer animé des sentiments les plus élevés. Il ne cessait d'invoquer, tantôt un sanglot de douleur dans la gorge, tantôt un anathème de colère à la bouche, la cause des minorités chrétiennes, dont les malheurs n'étaient, en réalité, que la punition qu'elles s'étaient attirées elles-mêmes par les intolérables provocations et attentats auxquels elles étaient encouragées à se livrer - M. Lloyd George lui-même n'étant pas un des moindres des agents provocateurs, - contre l'Etat ottoman et la population musulmane de l'Empire.

Nombreuses sont les propositions faites par l'Angleterre pour l'institution de commissions appelées à enquêter sur les « atrocités » turques. Quels méfaits ne révélerait pas une commission chargée d'examiner la conduite dans le Proche-Orient, surtout après la grande guerre, du pays qui *récompensa* par une donation de L. S. 40.000, le général Dyer, l'auteur de l'atroce massacre d'Amritsar ?

Ce n'est pas un communiqué Reuter, ni des articles plus ou moins habilement rédigés de la presse anglaise qui, n'omettant évidemment pas de nous attaquer personnellement, nous convaincraient d'être un vulgaire pamphlétaire en dénonçant comme nous faisons l'Angleterre. Quant à la question de convenance, nous connaissons le respect dû à la majesté d'une grande nation. Mais les Anglais ont cessé depuis longtemps d'être une nation *moralement* grande, si tant est qu'ils l'aient jamais été. Ce n'est pas d'après leur conduite chez eux qu'on doit les juger. C'est dans leur action internationale et coloniale qu'éclate leur

formidable manque de scrupule. Nous sommes prêts à paraître devant un jury international pour fournir les preuves de nos accusations. Ajoutons que le langage des hommes d'Etat britanniques à l'égard de la Turquie, qu'ils ont abreuvée des injures les plus grossières, des calomnies les plus lâches, nous donne le droit de riposter, non sans doute en les imitant - nous tenons trop à notre qualité de gentleman - mais en disant la simple et triste vérité sur son compte - vengeance amplement suffisante. Au surplus, toute étude entreprise par un Turc sur la situation proche-orientale, lui rappelle trop vivement les indicibles souffrances et humiliations causées à son pays de propos délibéré par l'Angleterre, pour qu'il puisse empêcher son indignation d'éclater en apostrophes sanglantes ou en persiflages. Il fallait bien qu'on lui dît enfin son fait à cette Angleterre qui, elle, ne se fait pas scrupule de piétiner sur le corps des peuples qu'abusant indignement de sa puissance, elle a d'abord abattus dans un sordide but d'agrandissement. Qui était mieux qualifié pour ce véritable devoir international qu'un Turc ? Pour le reste, honni soit qui mal y pense.

Ayant provoqué par sa politique criminellement immorale et insensée envers la Turquie, une énergique réaction dans la communauté musulmane des Indes - celles vivant sous d'autres autorités chrétiennes ont fait la distinction qu'il convenait entre la Grande Bretagne et ses Alliées - et s'étant accrochée à cette fatale politique malgré les graves et réitérés avis de la France et de l'Italie, ne voilà-t-il pas que M. Lloyd George, confronté par l'ignominieuse débâcle de ses machinations diaboliques et la menace d'une reoccupation de Constantinople et de la Thrace par les Turcs, s'avise de mettre en garde les Alliées de l'Angleterre contre les conséquences d'une acceptation par l'Entente des conditions turques concernant les Détroits et la Thrace et, sans broncher, leur demande ne pas perdre de vue les intérêts de la Chrétienté et de la civilisation et de ne pas contribuer à augmenter « l'arrogance » et la « fanatique » effervescence du monde musulman en cédant aux « extravagantes » demandes des Turcs, en ce qui concerne les deux régions en dispute ! C'est un comble.

Quant à la justesse des pronostics et des appréhensions de M. Lloyd George, nous répétons que la racine du mal dans les Indes et ailleurs en Orient, est l'impérialisme et la réaction qu'il a provoquée, réaction qui continuera, augmentant de jour en jour,

par l'effet de la vitesse acquise. Il est inutile de chercher à se tromper à ce sujet.

Pour ce qui est des effets de la situation turque sur celle qui existe dans l'Orient en général et dans le monde islamique en particulier, quelle raison M. Lloyd George a-t-il de croire que l'adhésion de l'Entente - adhésion qui ne sera une capitulation que pour l'Angleterre, par sa propre faute, du reste - aux demandes *légitimes* de la Turquie, exacerbera les « prétentions » de ce monde et que le refus de ce groupe d'y satisfaire agira comme un calmant ? La Turquie a remporté suffisamment de triomphes sur l'Angleterre depuis le traité de Sévres, l'amenant à reculer d'une ligne sur l'autre au moins quatre fois, pour qu'un nouveau et dernier triomphe, triomphe final, escompté depuis longtemps, par les musulmans en tout cas, ne produise autre chose qu'un grand accès joie parmi eux provenant de la *ratification* d'un succès considéré comme déjà acquis. Les dernières victoires kémalistes ont tellement augmenté leur enthousiasme et produit chez eux une telle conviction que tout était fini, que toute action militaire destinée à priver la Turquie des fruits complets de son triomphe, bien plutôt que de les calmer en les déprimant, les pousserait par l'effet du désappointement à des manifestations de passion indignée à côté desquelles leurs ébullitions précédentes ne seront que jeux d'enfants. Au contraire, s'il y a quelque chose qui soit capable de détourner le feu qui brûle dans la poitrine des Fidèles, de buts politiques, c'est bien de donner pleine et entière satisfaction à leurs revendications religieuses telles qu'elles se trouvent exposées dans le programme du Comité du Califat, ce qui ne saurait se faire qu'en rendant justice à la Turquie. C'est de conclure la paix au plus vite sur la base des conditions turques et d'entrer en relations amicales avec la Turquie, dont la parole porte un très grand poids dans tout le monde islamique. Nous ne doutons aucunement que la France et l'Italie suivront cette voie, même si l'Angleterre continue à s'obstiner. Dans ces conditions cela sera évidemment une alliance qui mieux que toute autre chose garantira les intérêts de la République et de la Péninsule en Orient.

Celui-ci a définitivement perdu tout respect pour la supériorité matérielle de l'Occident depuis les victoires japonaises sur la Russie. Les victoires turques sur la Grèce, qui sont en réalité des victoires remportées sur l'Angleterre, ont confirmé cette conviction de l'Orient. Ce n'est pas un revers aux armes turques

aux Dardanelles, que l'Angleterre est en train de mettre en état de défense contre la Turquie - à supposer que la première s'oppose à l'avance des troupes de Moustapha Kémal Pacha, ce qui nous paraît extrêmement improbable. - qui ébranlerait la foi nouvellement acquise de l'Orient dans les possibilités d'une résistance persistante à l'Occident. Du reste l'Orient s'est bien rendu compte de l'inégalité énorme du combat que la Turquie soutient contre l'Angleterre. Les Turcs n'en continueront pas moins ce combat. Tout l'Orient continuera le sien. Les premiers et le second le feront avec une ardeur accrue et la certitude du succès final. Mais si l'Angleterre s'oppose *manu militari* à l'avance des troupes victorieuses de Moustapha Kémal Pacha et se fait battre - cela lui est déjà arrivé il y a sept ans au même endroit - ce sera la fin de l'Empire britannique. Le risque est trop grand pour elle. Elle ne l'encourera pas. Elle joue son dernier bluff en menaçant de riposter aux armes par les armes. Pauvre Angleterre !

M. Lloyd George s'est lamentablement trompé jusqu'à présent en ce qui concerne la question proche-orientale. Est-ce aujourd'hui qu'il verrait plus clair ? Il est organiquement incapable de voir plus d'une face dans une question. Il est né pour « gaffer. »

Le meilleure chose qu'ait à faire dans les circonstances le " sorcier gallois, " dont la sorcellerie a consisté jusqu'à présent à commettre bourde sur bourde, à violer promesse sur promesse, à empiler calamité sur calamité en Europe et dans le Proche-Orient, faisant confirmer de cette façon le verdict mondial contenu dans l'expression " perfide Albion „ et mettant en pièces le prestige britannique - résultat qui assurément aurait pu être tout aussi efficacement obtenu par un homme d'Etat anglais contemporain normalement ignorant, préventionné, machiavélisant et, tout compte fait, calamiteux - la meilleure chose à faire pour ce moderne Attila-Borgia, déguisé tantôt en Pierre l'Hermite, tantôt en danseur de corde, tantôt en Jupiter, serait de se retirer pour de bon dans ces champs de pommes de terre aussi promptement et avec le moins de bruit que possible et de permettre à l'humanité si terriblement affligée de regagner la paix dont elle est assoiffée et à l'obtention de laquelle il a été le principal obstacle.

A proprement parler, s'il y a quelque sorcellerie dans le cas de M. Lloyd George, c'est bien celle qui lui a permis de rester au pouvoir malgré ses erreurs monumentales et leurs funestes conséquences, aussi funestes pour l'Angleterre que pour le reste du



monde. Malheureusement, dans sa formidable inconscience, il ne se rend même pas compte de son caractère d'homme grotesque et fatal. Jamais il ne donnera sa démission spontanément. De son côté, la nation anglaise, pour des raisons plus particulièrement insulaires et incompréhensibles au reste du monde, ne semble pas disposée à le forcer à se retirer. N'y aurait-il pas moyen d'obtenir ce résultat par une pétition collective des peuples ? Il constitue une menace permanente pour le paix du monde. Il faut qu'il disparaisse.

C'est la dernière réflexion que nous a inspirée l'analyse de la question des Détroits contenue dans cette étude. Pardon ce n'est pas la dernière. La toute dernière, la voici : que M. Lloyd George le veuille ou non, que la nation anglaise toute entière le veuille ou non, la Turquie rentrera dans la possession complète de ses droit territoriaux et politiques et, ainsi pourvue de la totalité de son riche patrimoine et libérée de l'action étranglante des infâmes capitulations, elle reprendra son existence sur des bases lui permettant de réformer son administration et de redevenir un agent de progrès dans le monde.

Cette étude a été écrite dans un esprit que sans doute les Anglais dénonceront, comme arrogant, présomptueux et agressif. Il n'en est rien. Cet esprit est celui qui anime tout le peuple turc sans distinction de classe, du plus petit au plus grand. C'est cet esprit qui lui a permis de soutenir ses revendications avec l'admirable héroïsme qu'on sait. C'est sa continuation qui lui permettra de les réaliser en entier. Il procède de la conscience qu'a le peuple turc d'une cause nationale juste et vitale à défendre et de la confiance en lui-même que lui a donnée la révélation à ses propres yeux de ses qualités, dont il ignorait lui-même le nombre et la grandur, autant que l'étranger. Si cet esprit implique un défi, c'est le défi de le traiter à l'avenir comme on a fait jusqu'à présent. C'est le défi du *noli me tangere*.

AHMED RUSTEM BEY

ancien ambassadeur de Turquie à Washington.

26 Septembre 1922







GEORGETOWN UNIVERSITY LIBRARY



3 9020 02595561 1

